SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 21 JUIN 1860.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Projet de Loi qui apporte une modification à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment.

(Voir les Nos 45 et 60 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. D'OMALIUS-D'HALLOY, Président : BOYVAL, DE BLOCK, DE RASSE, le BARON DE SELYS-LONGCHAMPS, le Chevalier DU TRIEU DE TERDONCK, HANSENS-HAP, le BARON SEUTIN, et CORBIER, Rapporteur.

MESSIEURS,

Vous avez renvoyé, à l'avis de votre Commission de l'Intérieur, un Projet de Loi, présenté aux Chambres par le Gouvernement, dans le but de faire modifier les dispositions en vigueur concernant la prestation de serment des conseillers communaux et provinciaux, et de combler, dans la législation, une lacune dont l'expérience a démontré les graves inconvénients.

En abrogeant l'art. 16 de la loi du 30 mars 1836 et les art. 48 et 103 de la Loi du 30 avril suivant, le Projet de Loi fait disparaître la différence existant encore aujourd'hui entre la formule du serment exigé de ces fonctionnaires et celle du serment prescrit à tous les autres citoyens chargés d'un service public. La formule se trouve ainsi ramenée, pour tous, à une parfaite uniformité et à une simplicité d'expression que faisaient désirer d'ailleurs des raisons de haute convenance politique.

L'article 1^{er} de la loi nouvelle en consacre les termes.

Le paragraphe final de l'article 2 autorise le Gouvernement à considérer comme démissionnaire, tout membre d'un conseil communal ou provincial qui, sans motif légitime, s'abstient de prêter serment après deux convocations consécutives. C'est l'unique moyen de prévenir le retour des embarras sérieux qu'a parfois suscités au pouvoir exécutif l'obstination de certains conseillers communaux, qui prétendaient être en droit, à la fois, de conserver leur mandat électif et de se dispenser du serment dont la loi fait un devoir.

Sans attaquer le principe de cette disposition, la Section centrale de la

(2)

Chambre des Représentants avait cru convenable de l'amender, mais la modification qu'elle voulait y introduire n'a pas été admise.

Le Projet de Loi, tel qu'il est soumis au Sénat, a été voté à l'unanimité par l'autre Chambre.

Son examen n'a pas soulevé d'objections dans le sein de la Commission de l'Intérieur, qui nous a chargés, Messieurs, de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
FRÉD. CORBISIER.

Le Président,
J.-J. D'OMALIUS.